

L'Amérique sort lentement de la spirale du surendettement

CONSOMMATION Bourse, emploi, croissance, dette : les indicateurs s'améliorent

- Les Etats-Unis alignent les chiffres encourageants, tant au plan national qu'au niveau des foyers.
- Des signes qui tardent à se répercuter sur le quotidien.

NEW YORK
DE NOTRE CORRESPONDANT

C'est officiel : l'Amérique va mieux ! Depuis des semaines, les médias se gargarisent de chiffres encourageants qui, tous, semblent pointer vers le même scénario. « 2014 sera l'année du grand breakthrough », assénaient Barack Obama revigoré, avant de débarquer en Belgique. De fait, les bonnes nouvelles s'enchaînent. Le secteur manufacturier annonce des résultats enthousiasmants. Wall Street affiche une santé insolente, avec des records battus vieux de vingt ans. Un record d'embauche a même été battu en fin d'année, avec 274.000 créations nettes d'emploi pour le seul mois de novembre.

Le chômage flirte en dessous des 7 %, une première en cinq ans. La croissance aurait atteint 4,1 % au troisième trimestre 2013 et devrait atteindre en cumul annuel 3 % en 2014. Ce qui, par ricochet, engendrera une spirale vertueuse, contribuant à réduire le fardeau de la dette, les déficits, et consolidera le moral en hausse des ménages. Après douze années de guerre, la dette publique pourrait rentrer dans le rang. Grâce aux efforts persistants de la Fed pour garder les taux directeurs à un niveau quasi nul, les Etats-Unis paient des montants historiquement bas de remboursement de la dette depuis 2013 : 2,43 % du montant de celle-ci en 2013. Et cela n'a curieusement pas dissuadé les investisseurs étrangers, dont l'activité aux Etats-Unis reste forte.

Autre signe révélateur, l'endettement moyen des foyers, qui avait atteint son pic début 2009, six mois après le début de la crise, baisse nettement de son côté. Autour de 7.200 dollars pour un ménage moyen sur les crédits à la consommation, 15.600 dollars pour les plus mal en point, minoritaires mais qui grèvent néanmoins les statistiques nationales.

Les Américains, à force de se serrer la ceinture, ont appris à plus de prudence et modifié leurs habitudes de consom-



Même si ça ne semble pas être le principal souci des jeunes internes de la série « Grey's Anatomy », le problème de la dette étudiante reste vivace, notamment pour les jeunes médecins. © RTL

mation. Le nombre de foyers lourdement endettés a beaucoup baissé, bien que cette tendance, affirme le cabinet NerdWallet, tienne plus aux défauts de paiement définitifs qu'aux remboursements tardifs. Longtemps considérée comme la prochaine bombe à retardement, la bulle des crédits à la consommation (lire notre reportage ci-dessous

La dette immobilière, même si elle se réduit, constitue plus des deux tiers de l'endettement global des Américains

sur le Dakota du sud) s'est nettement dégonflée. En limitant leur frénésie de consommation de biens et de services, les foyers ont pu rembourser leurs dettes, dont le montant global a baissé de 12 % depuis 2008, et, partant, recommencer timidement à épargner, comme avant la crise, au prix d'une croissance jusqu'ici atone, autour de 2 %.

Le problème de la dette étudiante

reste vivace, la faute à des perspectives d'emploi toujours incertaines pour les jeunes diplômés, mais « le gros morceau », assure le *Washington Post*, demeure la dette immobilière, qui constitue plus des deux tiers de l'endettement global des Américains (7,8 billions sur un total de 11,3 billions de dollars). Signe encourageant, c'est justement

dans le domaine immobilier que l'endettement des foyers a le plus baissé.

Pourtant, ce faisceau de bonnes nouvelles tarde à exprimer ses effets dans la vie de tous les jours. La classe moyenne, groggy, tarde à se redresser et les campagnes américaines exsudent une misère inédite depuis le « Dust Bowl » des années trente. La raison est simple, pour Jared Bernstein, chercheur au Center on Budget and Policy Priorities :

« Il y a tant d'inégalités en termes de salaires, de revenus et de richesses que le redressement officiel de l'économie ne vous en dit guère plus sur les gens qui vivent dedans ». 95 % de ces gains récents de l'économie tombent dans l'escarcelle des 1 % plus riches de la population, cette catégorie qui détient un tiers des actions boursières et reste moins prompt à consommer que les couches inférieures, selon Robert Reich, ancien secrétaire d'Etat au travail.

« Nous vivons à crédit, renchérit Laurence Kotlikoff, professeur d'économie à la Boston University. Notre pays n'épargne pas, n'investit presque rien, continue d'hypothéquer l'avenir des jeunes générations, tout en observant les plus riches s'enrichir et les pauvres s'appauvrir ». Le rêve américain, malgré tous les signes encourageants, a du plomb dans l'aile. ■

MAURIN PICARD

REPÈRES

L'endettement US en chiffres

Déficit budgétaire 2013 : 680,3 milliards de dollars, soit le plus bas depuis 5 ans (1,09 billion en 2012, 458,6 milliards en 2008, avant la crise).

Dette publique : 16,74 billions de dollars au 30 septembre 2013, alors que le plafond de la dette autorisée était de 16,7 billions de dollars. Qui « détient » la dette des Etats-Unis ? Contrairement à la croyance populaire, la Chine ne détenait en 2013 « que » 7,6 % des bons obligataires du Trésor US (soit 1,28 billion de dollars). Mais elle reste le premier créancier étranger, devant le Japon (1,1 billion de dollars).

Endettement des ménages en janvier 2014 : endettement moyen sur cartes de crédit, 15.270 dollars ; endettement moyen sur emprunt immobilier, 14.925 dollars ; endettement moyen sur prêt étudiant, 32.258 dollars.

Endettement total des consommateurs américains : 11,36 billions de dollars (-0,1 % depuis janvier 2013), soit 1,53 billion de dollars de moins depuis 2008 (et une baisse significative de 12 % en cinq ans), ce qui équivaut à 67 % du PIB en 2013 (contre 85 % en 2008).

Prêts étudiants : le pourcentage de défaut de paiement est passé de 7,55 % en 2008 à 10,9 % en 2013.

Dans le Dakota du Sud, paradis des institutions de crédit

ECLAIRAGE

Demandez à un Américain ce que lui évoque le Dakota du Sud, cet Etat rural du nord des Etats-Unis, et il vous répondra invariablement : le mont Rushmore... et ses factures de carte de crédit. Probablement, d'ailleurs, omettra-t-il le premier pour insister sur le second : le remboursement de taux d'intérêt parfois scandaleusement élevés sur les achats par carte de crédit. La raison est simple : depuis 1981, un grand nombre de vénérables institutions bancaires, CitiBank, Wells Fargo, Capital One, First Premier, ont établi leur siège autour de la ville de Sioux Falls, profitant d'une absence de loi sur les taux usuriers... ainsi que d'impôts sur le revenu des particuliers comme des entreprises. Depuis, le Nevada et le Delaware ont emboîté le pas : à la différence des autres Etats qui disposent d'une loi limitant à 18 % le montant des taux d'intérêt imposés aux consommateurs, rien de tel ici.

Trente-trois ans plus tard, malgré (ou peut-être à cause de)

la crise, c'est une avalanche de propositions de cartes de crédit qui déferle sur les boîtes aux lettres outre-Atlantique. Les conditions semblent avantageuses, mais sont sans pitié : les taux d'intérêt peuvent grimper à... 32 % pour les pénalités en cas de paiements tardifs. En outre, la dérégulation financière entreprise sous l'ère Clinton, qui visait à offrir plus de choix en termes de cartes de crédit, a créé

Un foyer américain accuse en moyenne une dette de 15.600 dollars, chiffre stable depuis 2011

une dérive dommageable : la levée de tout plancher pour le montant des remboursements mensuels, qui est passée avec le recul de 5 à 2 % en moyenne. Ce qui donne la tentation compréhensible au consommateur de rembourser le moins possible et rallonge d'autant la durée de son fardeau, en même temps qu'elle accroît les profits des institutions de crédit. Ainsi, une dette de 5.000 dollars à laquelle s'ajouterait un taux de rembour-

sement de 2 %, accolé à un taux d'intérêt de 18 %, en viendra à s'étaler sur... 46 ans, pour un remboursement final de 13.000 dollars, soit près de trois fois la somme initiale. Et un foyer américain accuse en moyenne une dette de 15.600 dollars, chiffre stable depuis 2011.

Malgré la moralité très discutée de ces pratiques, la population du Sud-Dakota, en revanche, n'a pas à se plaindre, elle : Sioux Falls a augmenté, passant de 80.000 à 230.000 habitants en trois décennies. La seule Citibank emploie 2.900 personnes, et le secteur bancaire a généré au total 16.000 jobs. L'Etat, lui, détient plus d'avoirs financiers que n'importe lequel des quarante-neuf autres du pays, à hauteur de 2,5 billions de dollars.

Face à l'ampleur des consommateurs surpris en défaut de paiement, en général à cause des taux usuriers abusifs émis dans le Dakota du Sud ou dans le Delaware, Washington pousse à présent pour rétablir un semblant de régulation. ■

MAURIN PICARD

4 QUESTIONS À GEORGES UGEUX

« Dénoncer le pire pour l'éviter »

Georges Ugeux est PDG de la banque d'affaires internationale Galileo Global Advisors, New York, ex-vice président du New York Stock Exchange de 1996 à 2003, professeur de finance à la Columbia Law School, et auteur de *La trahison de la finance* (Odile Jacob).

La dette publique est-elle le principal fardeau des Etats-Unis ?

Elle reste à des niveaux élevés, mais la croissance, qui semble installée pour durer, devrait contribuer à la résorber cela, du moins à enrayer sa progression. Non, pour les Etats-Unis, le vrai problème est ailleurs. La bombe à retardement, ce sont les pensions.

Des pays comme la Suisse ou le Canada ont réussi à réformer en ce domaine. Avec la génération du baby-boom qui part à la retraite et les difficultés des générations plus jeunes, nous allons devoir reconsidérer notre niveau de vie, réviser nos modes de consommation, tandis que le pouvoir d'achat va continuer de baisser. Comment les Etats-Unis doivent-ils aborder la question ?

La vache sacrée, ce sont les gros salaires. La redistribution des revenus dans ce pays est inexistante et cela a pris des proportions dramatiques avec la crise de 2008, dont la principale victime est la classe moyenne, saignée à blanc par la contraction de l'emploi et son endettement massif au nom de la consommation. L'autre écueil, ce sont les dépenses publiques, encore bien trop élevées. Elles se montent à 42 % de la richesse nationale, ce qui est intenable. Obama aura-t-il le courage de tailler massivement dans les dépenses d'éducation, comme il l'a fait, courageusement, dans les dépenses militaires ? Il n'y a même plus le choix : Washington doit réduire drastiquement son train de vie, tout de suite. Le regain de forme de l'économie américaine n'est-il pas encourageant ?

Si, mais une activité législative s'impose pour accompagner ce regain de forme, et notamment pour atténuer les différences de traitement face à l'impôt. Sinon, les disparités sociales vont s'aggraver et faire courir l'Amérique à la catastrophe. Il pourrait y avoir de graves émeutes, pires que toutes celles vécues jusqu'ici.

Vous assumez ce rôle de Cassandra ou vous jugez-vous réaliste ?

Je préfère entrevoir le pire et le dénoncer haut et fort, afin de tout faire pour l'éviter. En 2007, j'avais été un des premiers à prédire la crise des subprimes et ses conséquences sur les marchés de la finance. Tout le monde connaissait le problème. Mais personne n'a agi à temps.



© BELGA

M.P.